

CONTRE GLOBALGRAIN
ET L'ACCAPAREMENT DES TERRES AGRICOLES

RASSEMBLEMENT
MARDI 11 NOVEMBRE 2014 · 12H30

DEVANT L'HÔTEL INTERCONTINENTAL
7, CH. DU PETIT-SACONNEX – EN HAUT DE L'ONU

GlobalGrain, la grand' messe des entreprises du commerce des aliments agricoles, se déroule pour la 12ème fois à Genève, du 11 au 13 novembre 2014 à l'Hôtel Intercontinental



Nous serons de nouveau présent-e-s pour dénoncer cette conférence. Participez au rassemblement et amenez vos casseroles pour faire du bruit !!!

Toutes les 30 secondes,
de riches investisseurs font main basse sur une superficie équivalant à celle du stade olympique de Londres dans les pays pauvres.

56 millions d'hectares, c'est à peu près la superficie de l'Espagne. C'est aussi la surface agricole rachetée à grande échelle en Afrique. Autant de terres qui pourraient servir à produire des denrées alimentaires sur un continent où, chaque année, 17 millions d'enfants meurent de faim.

60 % des terres vendues ou louées à grande échelle ces dix dernières années sont destinées à des cultures permettant de produire des agrocultures. Autrement dit, ces terres agricoles servent à remplir un milliard de réservoirs au lieu de nourrir le milliard de personnes qui souffrent de la faim.

Les deux tiers des investissements fonciers étrangers réalisés dans les pays pauvres ont lieu dans des régions aux prises avec la faim. Ces terres servent à nourrir des tendances malsaines telles que l'exportation de denrées alimentaires alors que la population locale reste le ventre vide. Des populations de pays pauvres se retrouvent privées de terres, de logement et de nourriture à la suite de grandes transactions foncières. Des familles sont injustement expulsées de leurs terres et perdent ainsi leur seul moyen de produire des denrées alimentaires et de gagner leur vie. Pour les grands investisseurs, l'accaparement des terres est une activité très lucrative, mais ce sont les populations pauvres qui en paient directement le prix.

QU'EST-CE QUE L'ACCAPAREMENT DE TERRES AGRICOLES ?

L'acquisition de terres se transforme en accaparement dès lors qu'elle viole les droits humains, qu'elle se déroule sans consultation des personnes concernées, sans véritable consentement et en secret.

QUELLES SONT LES IMPLICATIONS POUR LES PERSONNES VIVANT DE LEURS TERRES ?

Là où les terres sont accaparées, les communautés perdent les terrains dont elles dépendaient pour produire leur nourriture et nourrir leur famille. On les prive de leur logement, de leur travail et de leurs moyens de subsistance, parfois avec violence, et elles n'ont aucun recours.

QUI EST IMPLIQUÉ ?

Du Guatemala à l'Indonésie et du Liberia au Soudan, les terres sont pillées par des investisseurs de tout acabit. Gouvernements, exportateurs de denrées alimentaires, prestataires de tourisme, spéculateurs de Wall Street.... la liste est longue !

POURQUOI LES TERRES SONT-ELLES SI RECHERCHÉES ?

En raison du prix élevé des denrées alimentaires et de la demande pour de nouveaux types de carburants, les terres sont devenues un investissement plus rentable. Si l'on ajoute à cela l'augmentation de la demande alimentaire, les terres apparaissent alors comme un investissement des plus sûrs pour les investisseurs avisés.

En Suisse, ce sont surtout des banques et des fonds qui sont impliqués dans ces projets d'accaparement des terres. Ainsi, le Crédit Suisse et l'UBS ont participé en 2009 à l'émission d'actions pour le compte de Golden Agri-Resources, le plus grand producteur d'huile de palme du monde coté en Bourse. La Suisse abrite aussi un grand nombre de fonds qui ciblent leurs investissements sur l'agriculture et en partie sur l'achat de terres. Sarasin et Pictet, deux grandes banques privées, proposent des fonds centrés sur l'agriculture. Plusieurs fonds suisses, classiques ou spéculatifs, investissent dans l'agriculture, dont par exemple Global Agricap à Zurich, GAIA World Agri Fund à Genève. Addax Bionergy, basée à Genève, loue 15'000 hectares en Sierra Leone où plus de la moitié de la population souffre de sous-alimentation.

NOUS REVENDIQUONS :

- 1. Que cesse l'accaparement des terres et de l'eau;** des réformes agraires qui permettent l'accès à la terre au plus grand nombre doivent être promues.
- 2. Que la spéculation sur les matières premières agricoles soit supprimée;** nous nous prononçons en faveur d'une réglementation efficace et au service des populations et non des multinationales.
- 3. Que les fonds de pension se retirent** de ce type d'investissements pour s'orienter vers des fonds éthiques.
- 4. La priorité à l'alimentation:** la production d'énergie (agrocarburants) doit être un objectif subsidiaire et assujéti à des critères de durabilité sociale et environnementale.
- 5. La priorité à l'agriculture paysanne familiale et durable** seule à même de relever le défi alimentaire et de reconnaître la souveraineté alimentaire comme droit définissant un nouveau cadre des marchés agro-alimentaires.
- 6. La reconnaissance des droits ancestraux** des communautés et petits paysans à la terre qu'ils-elles travaillent même s'ils n'ont pas de titres de propriété.

SOUTENU PAR : Uniterre, l'Autre Syndicat, UNIA-Genève, SIT, CADTM, CETIM, Coordination Climat et Justice Sociale, Plateforme pour une agriculture socialement durable, Groupe écosocialiste de solidaritéS, StopOGM, ATTAC-Suisse, coopérative Longo maï, Jardins de Cocagne-Solidarité Nord et Sud, Forum Civique Européen...